

Rubio des États-Unis, pas de Cuba



Auteur : Roberto Morejón

Le secrétaire d'État des États-Unis, Marco Rubio, prononce souvent des déclarations contre Cuba, mais l'une des plus récentes se distingue par sa fatuité, son omission et sa négligence de la réalité.

L'ancien sénateur républicain, qui prétend connaître la plus grande des Antilles alors qu'il n'y a jamais mis les pieds, a qualifié les gouvernements du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua d'« ennemis de

l'humanité », à l'origine, selon lui, de la crise migratoire dans la région.

Il est frappant d'attribuer à Cuba des dimensions, un pouvoir et une influence tels qu'ils « menacent » l'humanité.

Le chef du Département d'Etat, qui ignore les flux migratoires à travers l'Amérique latine, est dans un état d'abandon flamboyant des circonstances.

Il tente de faire croire que la marche des Honduriens, Salvadoriens, Guatémaltèques, Équatoriens, Colombiens, Haïtiens, Afghans et des populations d'Asie et d'Afrique vers les États-Unis est une fiction.

Mais le proche collaborateur du corrompu Robert Menéndez est tellement obnubilé par Cuba qu'il interprète tout dans une clé toxique, par laquelle il a guidé, avec Mauricio Claver Carone, la première administration de Donald Trump pour renverser le blocus.

Aujourd'hui, avec une cavalcade de législateurs d'origine cubaine présumée, il annonce une nouvelle série de sanctions pour nuire - dit-il - au régime, lorsqu'elles ciblent la population.

Le 20 janvier, M. Trump a clarifié la position officielle recommandée par M. Rubio et les autres anti-Cubains de son équipe, et a révoqué l'ordre du président Joseph Biden qui retirait la nation caribéenne de la liste des pays qui promeuvent le terrorisme, selon la lecture de Washington.

En conséquence, il a réimposé des contrôles plus stricts sur les exportations, des obstacles à l'aide étrangère et aux transactions bancaires.

Le fait est que l'homme qui a un jour défié Trump lui-même - celui qui l'a ridiculisé en le surnommant « petit Marco » lorsqu'ils se sont affrontés lors des primaires présidentielles de 2016 - s'est montré réticent à engager des échanges avec La Havane et soutient aujourd'hui, sans preuve, qu'elle protège le terrorisme.

Il le fait à un moment où, de par sa position de chef de la diplomatie, certains pourraient s'attendre à ce qu'il revienne à la raison.

Les Cubains ne tombent pas dans cette erreur. Ils savent qu'il prône ce qu'il appelle la fermeté à l'égard de cet archipel, c'est-à-dire l'asphyxie.

L'homme qui est devenu membre du Congrès en 2010 et est intervenu dans des comités stratégiques est un faucon et applaudit son patron pour avoir proposé « la paix par la force ».

Admirateur des dirigeants de droite, ce n'est pas un hasard s'il a annoncé fin janvier la décision de rétablir une politique dure à l'égard de Cuba, y compris des obstacles à l'envoi de fonds.

Rubio, l'un des plus grands détracteurs de la Chine, apprécie les abus contre Cuba qui, comme le pense le ministre des affaires étrangères Bruno Rodríguez, entraîneront davantage de pénuries, de séparations et d'émigration.

Précisément le contraire de ce que l'administration Trump prétend rechercher.



Radio Habana Cuba